

### FAITS SAILLANTS

- Assistance aux sinistrés des inondations et risques liés à la cure du fleuve
- Risque de suspension des repas scolaires pour faute de financement
- Les risques aux mines et restes explosifs de guerre, restent élevés dans les zones de combats
- Trois millions de personnes à risque d'insécurité alimentaire l'année prochaine
- Le Mali, lieu de transit pour de nombreux candidats à l'émigration vers l'Europe
- De nombreux défis persistent sur le plan humanitaire en 2017



### Au sommaire

- Inondations : plus de 18 000 sinistrés p.1
- Taux moyen de malnutrition à 30 % depuis 2010 p.2
- Rentrée des classes et risque de suspension des repas scolaires p.3
- Sensibilisation aux risques de mines p.3
- Migrations irrégulières au Mali p.4
- Niveau de financement du plan de réponse humanitaire p.6

## Assistance des victimes et prévisions des inondations au Mali

Les risques d'inondation restent élevés pour les populations installées le long du fleuve Niger jusqu'en décembre en raison de la montée du niveau du fleuve. En effet, l'Outil de prédiction des inondations dans le Delta intérieur du Niger (OPIDIN) indique que le fleuve Niger connaîtra cette année sa plus haute crue depuis les cinquante dernières années. Ces prévisions indiquent que le niveau d'eau de Mopti devrait encore augmenter d'environ 25 cm en octobre et le niveau d'eau atteindra son pic entre la fin octobre et le début novembre à Mopti, à la fin novembre à Akka (Mopti) et à la mi-décembre à Diré (Tombouctou). Le bétail, qui normalement peut traverser le fleuve à Diarafabé en novembre à la recherche de pâturage, ne pourra le faire cette année puisque les plaines inondables seront encore couvertes par l'eau le mois prochain.

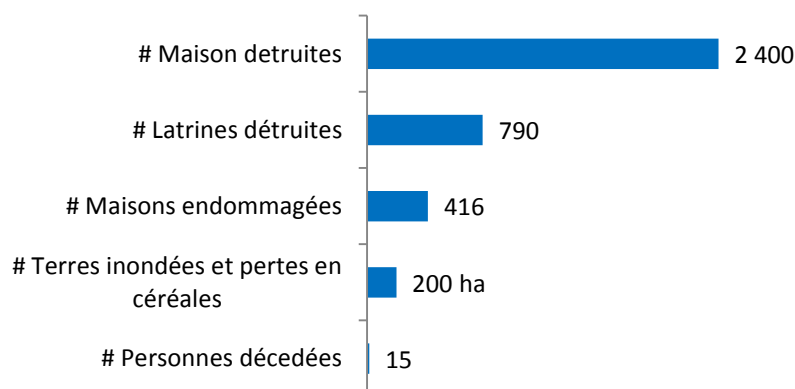
Depuis le mois de juillet, une quinzaine de personnes sont décédées en raison des inondations enregistrées à travers le pays. Plus de 18 000 personnes ont été affectées et 2400 maisons détruites. Près de 200 hectares de champs ont également été inondés par les eaux de pluie.

### CHIFFRES CLES

|  |            |
|--|------------|
| # Nb. de PDI (OIM – DNDS, août 2016)                             | 33 042     |
| # Nb de réfugiés dans les pays voisins (UNHCR, juillet 2016)     | 134 811    |
| Population en insécurité alimentaire (Cadre harmonisé mars 2016) | 3 millions |
| Nb. d'enfants de 6 à 59 mois malnutris (SMART 2015)              | 709 000    |

### Impact des inondations

**18 000** personnes affectées



### FINANCEMENT

**354 millions**

Fonds requis (US\$) pour le financement du HRP 2016

**30%** financés

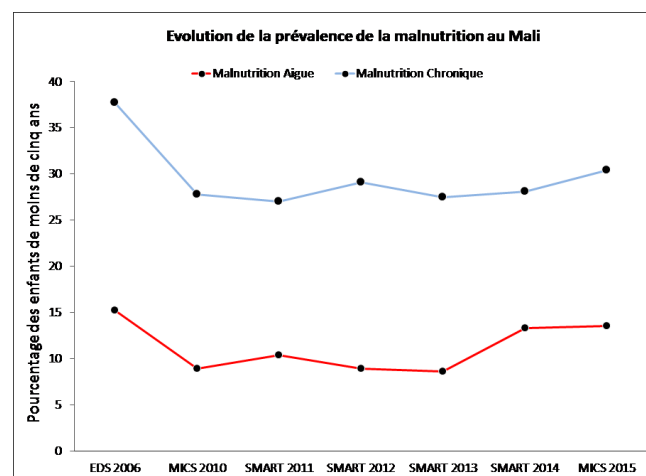
### Réponse aux inondations

Les partenaires humanitaires, en appui aux autorités maliennes, ont assisté les victimes des inondations à travers le pays. Les sinistrés ont reçu des vivres, des articles non alimentaires et des contributions en espèces. Malgré ces efforts, plusieurs besoins ne sont toujours pas couverts. Les personnes sinistrées ont besoin que leurs maisons soient réhabilitées.

D'autres ont besoin de tentes, de kits sanitaires et des articles non alimentaires. En prévision des crues du fleuve qui pourraient affecter plusieurs milliers de personnes, le gouvernement et les partenaires humanitaires ont pré-positionné des stocks dans des zones jugées potentiellement à risque.

## La malnutrition, problème majeur de santé publique au Mali avec un taux moyen de 30% depuis 2010

La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans stagne autour de 30 pour cent depuis 2010. La malnutrition aigüe globale, quant à elle, oscille autour du seuil d'alerte de 10 pour cent sur la même période avec une hausse à plus de 13 pour cent au cours des trois dernières années. Les carences en micronutriments sont également très répandues avec 61 pour cent des enfants de moins de cinq ans et près de la moitié des femmes en âge de procréer souffrant d'anémie<sup>1</sup>. Ces valeurs moyennes cachent d'importantes disparités régionales et sociodémographiques.



La situation, généralement plus précaire dans les régions du nord, est surtout exacerbée par l'insécurité alimentaire, l'accès inadéquat aux services de santé et de nutrition, ainsi qu'à l'eau et à l'assainissement. Environ un ménage sur quatre souffre d'insécurité alimentaire et un peu plus de la moitié sont jugés vulnérables à l'insécurité alimentaire<sup>2</sup>. Par ailleurs, environ 30 pour cent de la population n'a pas accès à une source d'eau potable et deux ménages sur trois n'ont pas accès à des toilettes qui répondent aux normes pour l'hygiène.

Seulement le tiers des nourrissons sont sous allaitement maternel exclusif jusqu'à l'âge de 6 mois.

Il est essentiel d'adopter une approche holistique et multisectorielle, en mettant l'accent sur les femmes et les enfants, avec des actions à court et long termes, à la fois à visées curative et préventive. La revue à mi-parcours du Plan d'action multisectoriel de nutrition 2014-2018 offre l'opportunité d'équilibrer de manière plus effective les interventions et de s'inscrire dans une dynamique de long terme puisque le domaine de la nutrition jusqu'à présent a été dominé par les actions de court terme en réponse à des urgences et des crises humanitaires.

<sup>1</sup> Résultats préliminaires de l'enquête MICS 2015

<sup>2</sup> Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle 2016 (ENSAN)

Plusieurs écoles restent fermées à cause de l'insécurité, le manque d'enseignants et la dégradation de certains établissements scolaires

## Écoles fermées et risque de suspension des repas scolaires pour l'année scolaire

La rentrée scolaire s'est amorcée le 3 octobre à travers le pays, y compris dans les régions du Nord et du Centre (Mopti/Ségou) où à la fin de l'année scolaire 2015-16, 296 écoles restaient fermées.

Ce nombre risque d'augmenter en raison de l'occupation de certains établissements scolaires par les sinistrés d'inondations ou de la dégradation des infrastructures scolaires. Alors que la rentrée est effective dans toutes les régions, près de 180 000 enfants dans environ 1 000 écoles à travers le pays risquent de ne pas bénéficier de repas scolaires en raison des contraintes financières du programme alimentaire mondial (PAM), l'artisan principal de cette initiative.

« Cette situation est critique. Les repas scolaires sont souvent le seul repas nutritif que l'enfant reçoit pendant la journée, ce qui soulage financièrement les familles, motive les parents à envoyer leurs enfants à l'école et en fin de compte contribue à la bonne marche de l'éducation », nous dit Silvia Caruso, Directrice Pays du PAM Mali.

Depuis 2012, le PAM et ses partenaires ont pu fournir des repas scolaires à une moyenne de 170 000 enfants par an, la moitié d'entre eux étant des filles.

Les efforts des partenaires en éducation se poursuivent également à travers la distribution de kits scolaires et de matériel pour les enseignants. Unicef a distribué des kits scolaires dans les régions du nord à l'exception de Kidal où les cours ont débuté deux semaines plus tard.

## Protéger les populations civiles des risques explosifs suite aux récents affrontements armés dans la région de Kidal

Depuis les affrontements entre les groupes armés signataires des accords de paix dans la ville de Kidal et ses environs, des restes explosifs de guerre ont été trouvés près des zones de combat. Un malheureux incident a également été rapporté : le 14 août dernier, trois enfants ont été blessés et une fillette de quatre ans a perdu la vie suite à l'explosion d'un engin explosif avec lequel ils jouaient.

Afin de prévenir que de tels incidents ne se répètent, UNMAS et ses partenaires ont apporté une réponse d'urgence de lutte antimines. Au mois d'août, des équipes mobiles d'éducation aux risques se sont déployées dans les zones où les combats se sont déroulés afin d'alerter les personnes vulnérables et les informer sur les mesures à adopter pour minimiser les risques liés aux restes explosifs de guerre.



Kidal, Mali (septembre 2016) – Equipe mobile d'éducation aux mines et Restes Explosifs de Guerre à Kidal. Crédit : UNMAS.

Cette intervention a ciblé principalement les femmes qui entreprennent le nettoyage de la ville et qui sont susceptibles de trouver des engins non-explosés, ainsi que les familles ayant quitté la ville et souhaitant revenir maintenant à leur domicile mais ne sachant pas où se situent les zones à risque. L'intervention a aussi ciblé les enfants qui représentent plus de 60% des victimes depuis 2012.

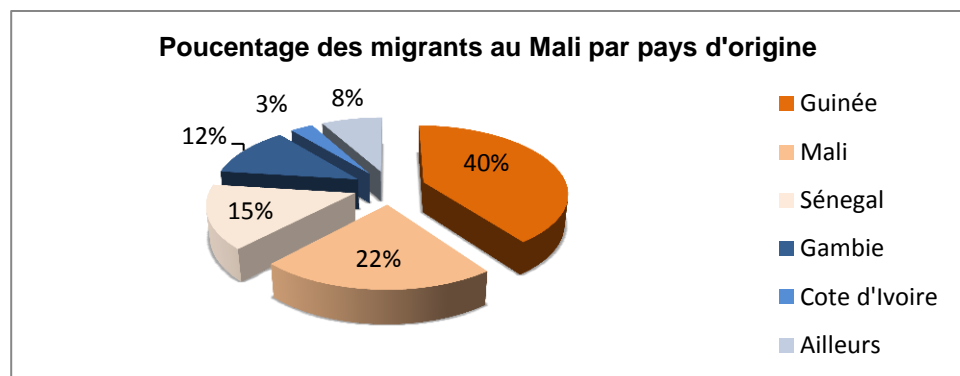
UNMAS a parallèlement entrepris des enquêtes pour sécuriser d'éventuelles zones contaminées par des engins dangereux et coordonner l'intervention de spécialistes en déminage.

UNMAS est présent dans la région de Kidal depuis plus de deux ans pour répondre, avec ses partenaires, aux besoins des populations civiles en matière de lutte antimines, en particulier en menant des campagnes d'éducation aux risques et des enquêtes, mais aussi en coordonnant des interventions de neutralisation, enlèvement et destruction d'engins explosifs.

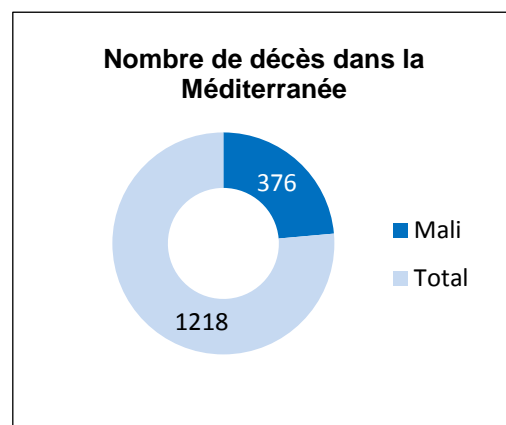
*En 2015, un migrant sur trois (ayant transité par le Mali), est originaire de la Guinée Conakry*

## Le Mali, lieu de transit des migrants de l'Afrique de l'Ouest

Vue sa position en Afrique de l'Ouest, le Mali constitue non seulement un lieu d'origine mais aussi un lieu de transit des mouvements migratoires vers l'Europe. Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), du 1er juillet au 30 septembre 2016, environ 7 640 migrants, soit 125 migrants par jour, auraient transité par Gao et Benena. Plus du tiers de ces migrants partent avec l'intention d'atteindre l'Europe, plus particulièrement l'Espagne et l'Italie. De plus 97 pour cent de ces migrants étaient des hommes et 6 pour cent des mineurs. Par ailleurs, 40 pour cent de ces migrants sont des ressortissants de la Guinée contre 22 pour cent originaires du Mali. Des ressortissants du Sénégal (15%), de la Gambie (12%), et de la Côte d'Ivoire (3%) y ont également transité.



L'OIM note toutefois qu'en 2015, les migrants provenant de l'Afrique de l'Ouest et du Centre constituaient seulement 6 pour cent du total des migrants ayant atteint l'Europe via la Méditerranée.



Ceci s'explique en général par le fait que les migrants préfèrent rester dans la sous-région Ouest africaine ; les causes de leur déplacement étant principalement économiques.

Le voyage vers l'Europe est périlleux. L'Afrique sub-saharienne est une région ayant enregistré un haut taux de fatalité dans la Méditerranée. En 2015, la région a enregistré 1 218 décès, dont 376 Maliens.

« En plus des axes de Gao et Benena, une troisième route (Kayes-Gogui-Tombouctou) serait de plus en plus empruntée par les migrants. L'OIM et ses partenaires sont en train de mettre en place des mécanismes d'enregistrement des migrants au niveau de cet axe », a rapporté Bakary Doumbia, Chef de Mission de l'OIM au Mali.

# Les besoins humanitaires restent importants en 2017

L'aperçu des besoins humanitaires (HNO) pour le Mali est en phase de finalisation par les acteurs humanitaires. Un atelier portant sur l'élaboration de la stratégie de réponse aux besoins humanitaires s'est tenu les 28 et 29 septembre 2016 à Bamako et a regroupé les acteurs humanitaires, les bailleurs de fonds et le gouvernement.

Trois millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire et 852 000 enfants et femmes enceintes et allaitantes sont affectées par la malnutrition.



Bamako, Mali (septembre 2016) – Réunion des acteurs humanitaires, bailleurs de fonds et partenaires étatiques pour l'identification des besoins humanitaires. Crédit : OCHA/Dembele.

D'autres besoins importants sont notamment reliés à l'accès des personnes rapatriées, retournées et déplacées internes ainsi que des communautés hôtes aux soins de santé, à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, à la protection et aux abris. Les besoins créés par les inondations sont également pris en compte dans l'analyse des besoins.

L'objectif du HNO est de faire une bonne analyse de la situation humanitaire afin d'assister les personnes ayant des besoins urgents, tout en développant leur résilience et des solutions durables aux

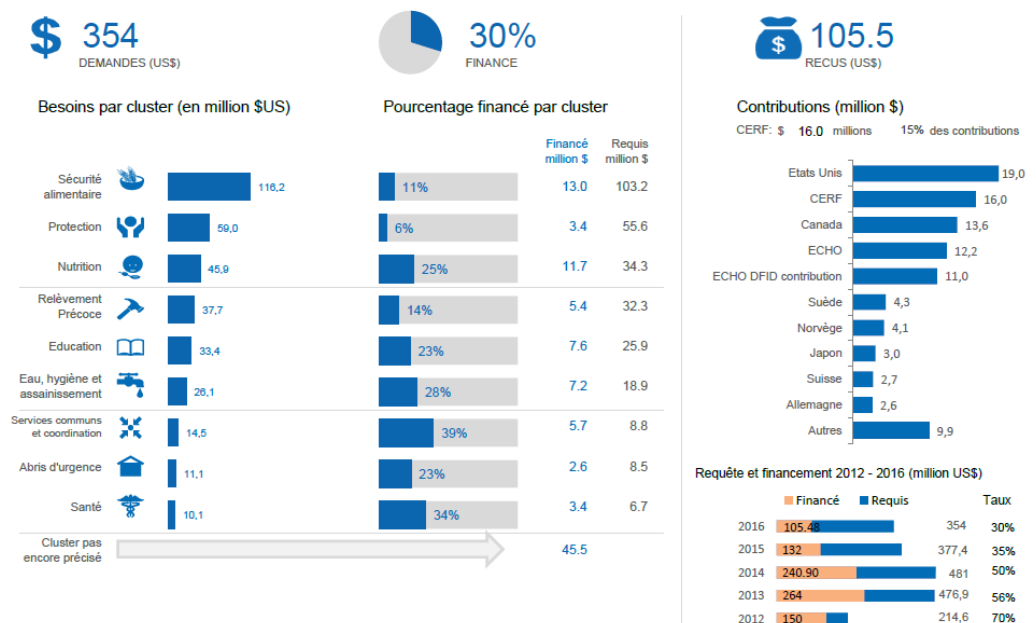
problèmes auxquels elles sont confrontées.

Ce processus permettra l'élaboration du nouveau plan triennal de réponse humanitaire (HRP 2017-2019).

## 354 millions de dollars à mobiliser

En date du 19 octobre 2016, l'appel de fonds pour la réponse humanitaire au Mali en 2016 était à 30 pour cent des 354 millions de dollars requis, soit 105,5 millions de dollars, selon les données rapportées au Système de suivi financier (FTS).

### FINANCEMENT: PLAN DE REPONSE HUMANITAIRE 2016 (au 19 Octobre 2016)



## En bref

### Prévention de la fièvre hémorragique

Une épidémie de fièvre hémorragique s'est déclarée au Niger, mais jusqu'à maintenant, aucun cas n'a été enregistré au Mali. L'Organisation Mondiale de la Santé appuie la Direction Régionale de la Santé à Ménaka afin de prendre les mesures nécessaires pour éviter la propagation de la maladie au Mali.

### L'OIM intègre officiellement les Nations Unies!

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a officiellement intégré le système des Nations Unies au mois de septembre. Longtemps restée partenaire du système des Nations Unies, elle est maintenant membre à part entière.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Ute Kollies**, Chef de Bureau OCHA Mali, [kollies@un.org](mailto:kollies@un.org)

**Diakaridia Dembélé**, Chargé national de l'Information Publique, OCHA Mali, [dembele@un.org](mailto:dembele@un.org), Tél. (+223) 75 99 55 81

**Lazare Ndiaye**, Chargé de la Gestion de l'Information, OCHA Mali, [ndiaye17@un.org](mailto:ndiaye17@un.org), Tél. (+223) 75 99 55 73

Suivez nous : [@OCHA\\_Mali](https://www.facebook.com/ochamali.net) ou [www.facebook.com/ochamali.net](http://www.facebook.com/ochamali.net)